

Une nouvelle année commence, mais elle ne saurait être considérée sans regarder celles qui la précèdent. Notre école traverse une crise pédagogique, humaine et sociale, et nous avons besoin de vous pour la sauver.

L'École prend vie par l'articulation de plusieurs acteurs distincts mais complémentaires que sont les enseignants, les élèves, les agents techniques et les personnels d'administration. Ceux-ci, coordonnés par la direction pédagogique, au service de la pédagogie, forment le cercle vertueux qui permet à chacun de ses rouages de s'épanouir, de s'enrichir et d'apprendre, d'autrui et à autrui. Il n'a de sens que si tous les acteurs agissent comme des facilitateurs du projet commun.

Depuis plusieurs années, ce cercle est brisé. L'énergie, la dynamique, ont quitté notre école. Par la faute d'une gouvernance autoritaire, sourde et opaque. Notre école continue de survivre sur les restes encore tièdes du temps de sa splendeur. Mais pour combien de temps ?

Certes, nos ordinateurs luisants, nos couleurs à profusion, nos manifestations huppées tentent de faire illusion. Mais la ficelle est grossière.

Nos instances sont malades. Alors qu'elles devraient être le lieu de la discussion, de l'élaboration collective et audacieuse de nos lignes directrices, alors qu'elles devraient laisser place à l'innovation et à l'expérimentation, elles deviennent les instruments d'une triste politique anti-démocratique, où les décisions ne sont qu'adoubées, au lieu d'être interrogées, et où un monarque tout-puissant assoit sa main-mise inconditionnelle, plutôt que de tirer tout le profit d'une assemblée engagée et unie pour le progrès et la réussite de notre École.

Pendant quatre mois, de décembre à mars, 200 étudiants, sur les 500 présents quotidiennement dans l'École, ont fait état d'un dysfonctionnement connu et accepté de tous. Soutenus par des enseignants, des agents techniques et des personnels d'administration, ils ont décrit les pratiques malsaines qui gangrènent l'ensemble de la structure, tant dans les recrutements que les salaires. Ils ont rapporté le délabrement permanent de certains secteurs, et l'enrichissement parallèle de certains autres. Ils ont raconté leur déception, celle de leurs enseignants, et celle de tous ceux qui ont un jour franchi le seuil de ce vaisseau amiral du Ministère de la Culture, le regard plein d'espoirs.

Après 10 jours de mobilisation à plein temps, début mars, durant lesquels les indignés se sont soustraits à leurs cours et ont réquisitionné l'Amphithéâtre Bachelier pour expérimenter la pédagogie qu'ils prônent -une pédagogie de l'ouverture, du mélange, de l'erreur- la Direction a été contrainte de mettre en place dans l'urgence des groupes de travail thématiques. Grande illusion visant à racheter la paix sociale, et endormir les consciences, ces commissions se sont avérées inutiles, manipulées, et vides de sens et de conséquences. En outre, le contenu de leurs synthèses s'est vu détourné par la direction pour asseoir, plus tard, des décisions autoritaires et injustifiées.

Il est évident que ces affirmations seront condamnées, et niées, par la Direction. Ceux qui lèvent le voile du silence risquent gros. En avril, lors des élections des coordinateurs de chaque secteur, certains enseignants ont osé s'emparer des instruments de la démocratie. Ainsi, dans plusieurs secteurs conflictuels, une liste dissidente s'est présentée, en opposition au pouvoir en place. Les dissidents ont perdu, mais bien pire, ils ont alors subi des pressions directes, à mots plus ou moins couverts, sur leurs perspectives professionnelles. Dégradation, non-renouvellement, éviction, c'est un véritable micro-fascisme* qui a vu le jour dans les murs de notre École nationale supérieure.

Le collectif des étudiants de l'EnsAD

**Ce terme, qui peut choquer, est employé en toute conscience. Le fascisme est défini dans le Larousse comme étant une "doctrine visant à substituer un régime autoritaire à un régime démocratique". Le préfixe "micro-" ici-utilisé est la traduction de notre lucidité quant à l'étude réelle des enjeux des risques de cette gouvernance. Cette note vise à exclure toute comparaison avec quelque régime politique ayant existé dans l'histoire.*